

**Conseil économique et social**Distr. générale
1^{er} août 2023Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Afrique
Comité des politiques sociales, de la lutte contre la pauvreté et du genre
Cinquième réunion
2-3 novembre 2023Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire*
Séances parallèles**Enseignement et formation techniques et professionnels numériques : améliorer les compétences des femmes et des filles dans toute l'Afrique****Note conceptuelle****I. Contexte**

1. La cinquième réunion du Comité des politiques sociales, de la lutte contre la pauvreté et du genre se tiendra les 2 et 3 novembre 2023 sur le thème : « Établir de nouveaux contrats sociaux en Afrique : des choix pour répondre aux aspirations en matière de développement ».
2. Dans le cadre de la cinquième session, plusieurs séances parallèles seront organisées, dont une sur le thème « Enseignement et formation techniques et professionnels numériques : améliorer les compétences des femmes et des jeunes filles dans toute l'Afrique ».

II. Contexte

3. Conformément au thème de la cinquième réunion du Comité, cette séance parallèle se concentrera sur le sujet « Enseignement et formation techniques et professionnels numériques : améliorer les compétences des femmes et des filles dans toute l'Afrique » comme moyen de promouvoir l'égalité des sexes et d'assurer l'autonomisation des femmes. Faisant fond sur les conclusions d'une séance parallèle de la quatrième réunion du Comité, qui portait sur les nouvelles compétences requises pour les emplois productifs de l'avenir, les possibilités offertes aux femmes et aux jeunes filles d'acquérir ces compétences et les obstacles que celles-ci rencontreraient, la CEA a mis au point un programme d'amélioration des compétences numériques pour répondre aux préoccupations et exploiter les possibilités offertes et pour poursuivre les travaux sur l'égalité des sexes dans le domaine du numérique.

* E/ECA/CSPPG/5/1.



4. Les femmes et les jeunes filles sont souvent confrontées de façon disproportionnée à une violence et à un harcèlement en ligne, notamment par voie de messages explicites, de cyberharcèlement et de violation de leur vie privée¹. Ces préoccupations en matière de sécurité font partie des principaux facteurs qui limitent l'accès et l'utilisation par les femmes des services numériques². Le harcèlement en ligne peut avoir des conséquences hors ligne dévastatrices sur la santé physique et mentale des femmes, la violence en ligne étant associée à la dépression et même à l'automutilation³. Cette situation prive les femmes et les filles des avantages de la technologie et de la numérisation, les exclut de l'accès et de l'utilisation des technologies numériques, les marginalise davantage et, partant, aggrave la fracture numérique entre les hommes et les femmes. La sécurité en ligne doit donc être gérée de manière à améliorer le rapport risques/bénéfices pour les femmes et les jeunes filles.

5. En 2023, Interpol a indiqué que 83 % des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête menée en 2022 sur les principales menaces criminelles en Afrique ont déclaré que l'hameçonnage et les escroqueries en ligne constituaient le type de criminalité le plus menaçant sur le continent⁴. Les femmes et les enfants sont particulièrement exposés aux risques en ligne en raison des vulnérabilités existantes.

6. L'utilisation d'Internet pour faciliter la traite des enfants et d'autres formes d'exploitation est encore plus préoccupante. Par exemple, le Nigéria a l'un des taux les plus élevés de trafic d'enfants au monde, l'internet étant devenu un outil clé pour les trafiquants⁵. Certains groupes de femmes, comme les femmes handicapées et celles qui appartiennent à des groupes marginalisés et minoritaires, sont plus susceptibles d'être la cible de violence et de harcèlement en ligne⁶. Étant donné que ces groupes de femmes sont souvent ceux qui maîtrisent le moins l'informatique, il est essentiel de les former à la sûreté et à la sécurité en ligne pour atténuer les risques auxquels elles sont confrontées à cet égard.

7. La technologie numérique a accru les possibilités de revenus pour les travailleurs informels et peu qualifiés. Cela a été particulièrement vrai au plus fort de la pandémie de coronavirus (COVID-19), lorsque l'accès physique aux marchés a été restreint dans de nombreux pays. Les plateformes numériques permettent aux utilisateurs d'élargir leur portée au-delà de lieux spécifiques et d'accéder à des marchés plus vastes. Cette évolution est facilitée par le fait que, dans de nombreux pays africains, près de 99 % de la population vit dans des zones couvertes par un signal cellulaire mobile⁷. À la base, les détenteurs de smartphones utilisent de plus en plus des plateformes gratuites de médias sociaux pour commercialiser et vendre leurs produits, ainsi que des applications de messagerie pour gérer les commandes. Ces micro-entrepreneurs peuvent vendre une variété de biens et de services par l'intermédiaire des plateformes,

¹ Coalition pour les compétences EQUALS et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *I'd Blush If I Could : Closing Gender Divides in Digital Skills through Education* (2019) ; Winifred R. Poster, « Cybersecurity needs women », Commentaire, *Nature*, 26 mars 2018 ; Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, *Cyber Violence against Women and Girls*. Vilnius, Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

² GSMA, *Bridging the Gender Gap: Mobile Access and Usage in Low and Middle-income Countries* (2015).

³ Organisation de coopération et de développement économiques, *Résultats PISA 2015 (Volume III) : Bien-être des élèves* (Paris, Programme international pour le suivi des acquis des élèves et Éditions de l'OCDE, 2017).

⁴ Organisation internationale de police criminelle, « Financial and cybercrimes top global police concerns, says new INTERPOL report », 19 octobre 2022.

⁵ Fonds des Nations unies pour l'enfance, *Situation Analysis of Children in Nigeria : Ensuring Equitable and Sustainable Realization of Child Rights in Nigeria* (Lagos, 2022).

⁶ A/HRC/38/47.

⁷ Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde. Disponible à l'adresse suivante : www.itu.int/itu-d/sites/statistics/.

en particulier s'ils utilisent des pratiques de marketing numérique que permettent divers outils gratuits ou peu coûteux qui sont disponibles.

8. Au-delà de l'information et du commerce, l'espace numérique est largement utilisé pour l'éducation et le divertissement. On estime qu'environ 80 % du trafic Internet est lié aux vidéos, aux réseaux sociaux et aux jeux. Le trafic mondial mensuel de données devrait passer de 230 exaoctets en 2020 à 780 exaoctets en 2026⁸. Par exemple, l'essor d'une industrie cinématographique populaire autonome en Afrique (communément appelée « Nollywood ») a été facilité par des technologies abordables telles que les caméras numériques et le montage sur ordinateur pour la réalisation de films. Cette industrie cinématographique s'est étendue du Ghana et du Nigéria à l'ensemble du continent⁹. On estime que ce secteur génère 590 millions de dollars par an et qu'il devrait continuer à se développer¹⁰.

9. L'essor des médias sociaux a ouvert de nouvelles perspectives de revenus pour les personnes ne disposant pas de compétences techniques étendues. Le métier d'« influenceur des médias sociaux » est désormais un emploi à temps plein pour certaines personnes. Sur un site de médias sociaux, les nano-influenceurs (ceux qui ont moins de 1 000 abonnés) gagnent environ 10 à 100 dollars par message, tandis que les méga-influenceurs (ceux qui ont plus d'un million d'abonnés) gagnent plus de 10 000 dollars par message¹¹. Les entreprises paient pour placer des publicités sur les sites de médias sociaux, et les influenceurs de médias sociaux dans de nombreux pays africains ont désormais accès à des plateformes en ligne qui leur permettent de monétiser leur contenu grâce à des publicités diffusées pendant leurs vidéos. Le principe de base de ce modèle commercial est que plus un influenceur a d'abonnés, plus les annonceurs ont accès à leur marché potentiel.

10. Le marché mondial des influenceurs sur les médias sociaux est en pleine croissance, sa valeur étant passée de 1,7 milliard de dollars en 2016 à près de 21,1 milliards de dollars en 2023¹². Le marché des influenceurs s'est développé, tout comme le nombre d'entreprises de marketing d'influence. On estime aujourd'hui à 18 900 le nombre d'entreprises liées au marketing d'influence dans le monde¹³. Donner aux femmes les moyens de devenir des créatrices de contenu numérique ajoutera de la valeur à l'espace numérique en réduisant les préjugés et en rendant le service plus inclusif pour les femmes. Plus important encore, il ouvrira de nouvelles sources de revenus que les femmes pourront exploiter grâce à la création d'emplois autonomes.

11. Les données relatives à leur utilisation dans différents pays illustrent la portée potentielle de médias sociaux. En Afrique du Sud, on compte plus de 30 millions d'utilisateurs actifs, ce qui représente près de la moitié de la population du pays¹⁴. En 2022, on a estimé que 66,7 % du contenu partagé sur

⁸ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Digital Economy Report 2021 : Cross-border Data Flows and Development : For Whom the Data Flow* (Genève, Nations Unies, 2021), p. 17.

⁹ Lizelle Bisschoff, « The future is digital: an introduction to African digital arts », *Critical African Studies*, vol. 9, n° 3: African Digital Arts, 2017.

¹⁰ Rebecca Moudio, « Nigeria's film industry: a potential gold mine », *Africa Renewal*, mai 2013. Voir www.un.org/africarenewal/magazine/may-2013/nigeria%E2%80%99s-film-industry-potential-gold-mine.

¹¹ Werner Geyser, « Influencer rates: how much do influencers really cost in 2023? », *Influencer Marketing Hub*, 19 décembre 2022.

¹² Werner Geyser, « The state of influencer marketing 2023: benchmark report », *Influencer Marketing Hub*, 7 février 2023.

¹³ Ibid.

¹⁴ Muhammad Asmal (avec l'aide de l'intelligence artificielle), « Social media stats in South Africa in 2022 », *Dezign-It*, 30 septembre 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://dezignit.co.za/social-media-stats-in-south-africa/>.

les médias sociaux en Afrique du Sud était d'intérêt local¹⁵. Au Nigéria, à la fin de l'année 2022, Facebook était utilisé par environ 47 % de la population, Twitter par 22 %, Pinterest par 7 %, LinkedIn par 0,5 % et Instagram par 16 %¹⁶. En Tunisie, 90 % des personnes interrogées utilisent Facebook, 4 % Twitter, 3 % YouTube et 2 % Instagram¹⁷. À Maurice, 80 % des personnes interrogées ont utilisé Facebook, tandis que seulement 5 % ont utilisé Pinterest et 6 % Instagram¹⁸.

12. La croissance de l'utilisation d'Internet et des médias sociaux offre aux femmes d'importantes possibilités de gagner de l'argent, les annonceurs cherchant de nouveaux marchés en Afrique. En 2022, les dépenses en publicité numérique représenteraient 60 % du total des dépenses mondiales en publicité dans les médias¹⁹. En donnant aux femmes et aux jeunes filles les moyens d'utiliser les plateformes et de commencer à produire leur propre contenu numérique en ligne, on leur permettra de percevoir des recettes publicitaires et d'autres revenus. On ouvrira également une voie prometteuse pour l'expression artistique grâce à la numérisation. La formation devrait également permettre aux femmes et aux jeunes filles de prendre conscience de l'impact de leur contenu sur la société, des précautions de sécurité qu'elles doivent prendre et de la manière dont elles peuvent obtenir des résultats positifs sur le plan de l'égalité femmes-hommes.

13. La CEA a pris en compte ces tendances et possibilités émergentes et a consulté ses membres et les experts des pays du projet avant d'élaborer un programme de développement des capacités visant à tirer parti de la transformation numérique pour l'autonomisation économique des femmes. Le programme comporte cinq piliers : les technologies et les compétences liées à la sûreté et à la sécurité en ligne ; le marketing numérique ; la création de contenu numérique ; le commerce électronique et la finance numérique ; les sciences spatiales et l'imagerie satellitaire. Il permettra d'aborder des questions et d'examiner des applications concrètes relatives aux domaines suivants : espaces en ligne sûrs pour les femmes ; sensibilisation et communication ; économie numérique et marchés de l'influence ; flux d'informations, plateformes commerciales et les transactions en ligne et l'agriculture et la résilience aux changements climatiques.

14. La CEA a organisé les premières réunions sur les modalités de développement des capacités pour la phase 1 du projet, qui se concentre sur les trois premiers des cinq piliers énumérés ci-dessus. Elle a également organisé des ateliers de formation nationaux au Lesotho, aux Seychelles, en Afrique du Sud et en Tunisie, et prévoit d'en organiser d'autres dans les pays du projet. Compte tenu de la réaction massive au projet, du grand nombre de demandes de soutien et de la sursouscription aux ateliers de formation des formateurs, d'autres possibilités de formation devront être offertes pour répondre à la demande.

¹⁵ GSMA. « Score de l'indice 2022 », indice de connectivité mobile GSMA. Disponible à l'adresse : www.mobileconnectivityindex.com/index.html#year=2022&zoneIsoCode=ZAF&analysisView=ZAF (consulté le 11 août 2023).

¹⁶ Statcounter Global Stats, « Social media stats in Nigeria : jan. - déc. 2022 ». Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/fr.statcounter.com/social-media-stats/all/nigeria/2022>.

¹⁷ Statcounter Global Stats, « Social media stats in Tunisia : jan. - déc. 2022 ». Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/fr.statcounter.com/social-media-stats/all/tunisia/2022>.

¹⁸ Statcounter Global Stats, « Social media stats in Mauritius : jan. - déc. 2022 ». Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/fr.statcounter.com/social-media-stats/all/mauritius/2022>.

¹⁹ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Digital Economy Report 2021 : Cross-border Data Flows and Development : For Whom the Data Flow (Genève, Nations Unies, 2021).

III. Objectifs

15. Les objectifs des séances parallèles sont les suivants :

- a) Fournir aux membres de la CEA un résumé de la manière dont la CEA améliore les compétences numériques des femmes et des filles en Afrique ;
- b) Expliquez quels domaines de la numérisation ont été jugés essentiels pour l'autonomisation numérique des femmes au moyen de la formation des formateurs ;
- c) Expliquer les difficultés rencontrées dans la constitution d'une masse critique de femmes pouvant faire office de formatrices dans le domaine de la technologie et contribuer à diffuser et à reproduire une telle formation dans le but de parvenir à l'égalité femmes-hommes ;
- d) Solliciter des commentaires et des demandes de la part des pays qui souhaitent adhérer au programme ou contribuer à mieux définir l'orientation de la formation afin de parvenir à l'autonomisation économique des femmes ;
- e) Présenter le document de recherche établi par la CEA sur le genre et la numérisation et le programme de développement des capacités à cinq piliers pour l'autonomisation économique des femmes ;
- f) Discuter de la conception, de la mise en œuvre, des modalités et de l'impact du programme des cinq piliers et, à l'issue de la réunion, l'approuver en tant que modèle régional ;
- g) Discuter des initiatives nationales complémentaires et des partenariats régionaux et internationaux ;
- h) Discuter du rôle de la numérisation dans l'autonomisation économique des femmes et des jeunes filles en Afrique ;
- i) Faciliter les retours d'information et les recommandations - qui alimenteront les travaux du sous-programme 6 en 2023 et au-delà - sur la façon dont la CEA peut mieux aider ses membres à aborder la question du genre et de la numérisation, le déficit potentiel de compétences en matière d'égalité femmes-hommes dans la quatrième révolution industrielle et les obstacles culturels, sociaux et institutionnels auxquels les femmes et les filles sont confrontées en matière d'éducation et de formation dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

IV. Résultats escomptés

16. Les résultats suivants sont attendus de la séance parallèle :

- a) Une meilleure compréhension du rôle de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels numériques dans la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et dans l'accélération de la transformation numérique et économique en Afrique ;
- b) L'identification de nouvelles possibilités susceptibles d'améliorer les compétences numériques des femmes et des filles et les initiatives nationales complémentaires ainsi que les partenariats mondiaux et régionaux ;
- c) Une meilleure connaissance des interventions des pouvoirs publics visant à créer un environnement favorable aux femmes et aux filles pour qu'elles excellent dans le numérique, les dotant ainsi des compétences professionnelles dont elles auront besoin à l'avenir.

V. Format

17. La séance parallèle se tiendra sous la forme d'une séance de groupe pendant la cinquième réunion du Comité, comme indiqué dans l'ordre du jour provisoire. Une présentation thématique sera faite par le secrétariat du Comité ; elle sera suivie de débats au cours desquels les experts concernés feront des commentaires, tireront des conclusions et formuleront des recommandations.

VI. Documentation

18. La séance parallèle s'appuiera sur les recherches et les analyses fournies dans les publications, les documents techniques, les supports de connaissance et les présentations pertinent.e.s. Le matériel sera communiqué aux participants en ligne à l'avance.

VII. Participation

19. Les participants à la séance parallèle comprendront des experts des ministères responsables de la science et de la technologie, de l'égalité des sexes, de l'enseignement supérieur et de la formation, ainsi que de l'emploi et de l'industrie.

20. La Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et des politiques sociales assure l'organisation de la séance et le secrétariat du Comité des politiques sociales, de la lutte contre la pauvreté et du genre.

VIII. Langues de travail

21. Les travaux de la séance parallèle se dérouleront en anglais et en français. Une interprétation simultanée dans les deux langues sera assurée.
